

le Peuple

Organe officiel de la CGT

53^e
la cgt / congrès
du 27 au 31 mars 2023
Clermont-Ferrand

Quotidien du 53^e
congrès de la CGT

05

31/03/2023



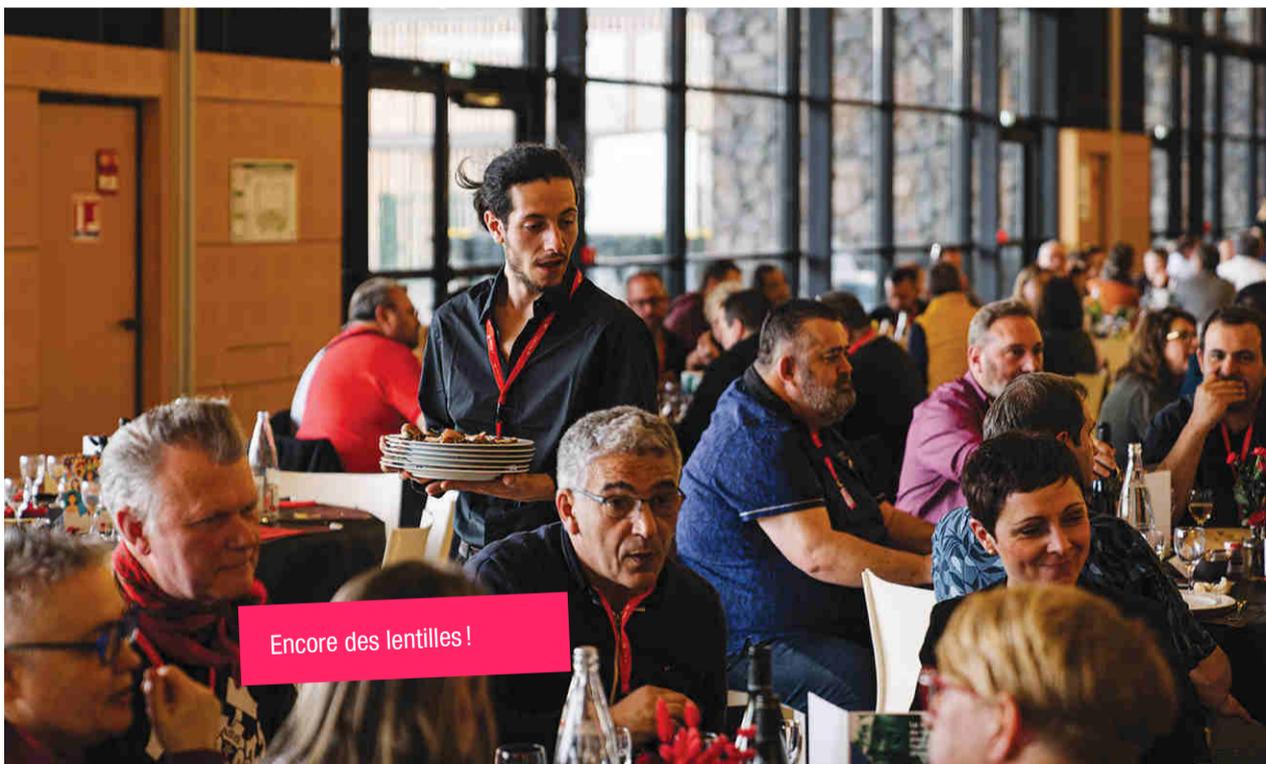
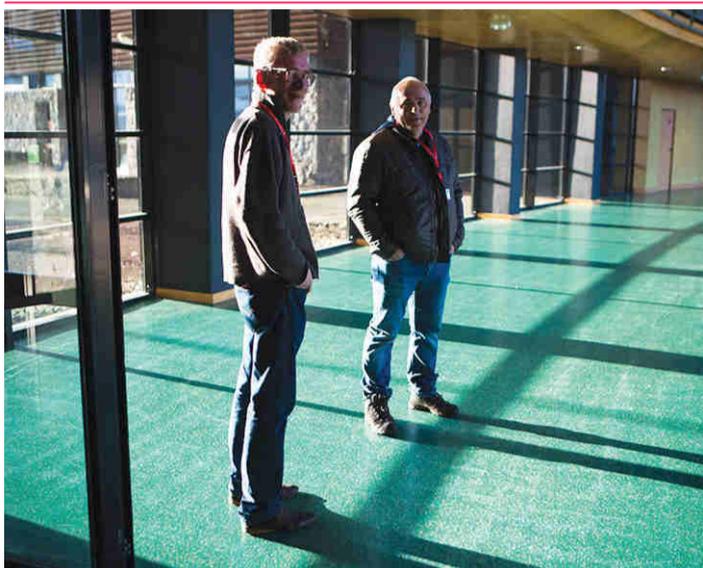
ET MAINTENANT ?

AU PROGRAMME

7h30 Réunion du bureau du congrès – **8 heures** Réunion du comité confédéral national – **10h10** Annonce des résultats de la CEC et de la CFC – **10h15** Film sur les coulisses du congrès – **10h30** Présentation de la CFC, de la CEC, dont le bureau confédéral, de l'administrateur et du ou de la secrétaire général-e – **11 heures** Mot de conclusion du ou de la nouvelle secrétaire général-e – **12 heures** Clôture du congrès.

la
cgt

LES COULISSES



le Peuple

Éditeur :

la CGT, 263, rue de Paris,
93516 Montreuil Cedex.

Directrice de la publication :

Nathalie Verdeil

Rédactrice en chef :

Eva Emeyriat

Rédactrice en chef technique -**Conception graphique :**

Sylvie Lebrun

Rédacteurs :

Houda Benallal, Arthur Brondy, Ludovic Finez,
Élodie Hertu, Yvon Huet, Lennie Nicollet,
Clément Pouré, Sonia Reyne, Michel Scheidt

Rédacteurs graphistes :

Séverine Calippe, Christophe Lente

Secrétaires de rédaction :

Francis Ambrois, Isabelle Puzelat, Erwan Serveau

Correcteur :

Philippe Zirn

E-PUB :

Fabien Coatrieux

Impression :

La Montagne, imprimerie Groupe Centre France
à Clermont-Ferrand

Crédits photos :

Jean-Nicholas Guillo et Denis Meyer,
sauf mention contraire

ÉDITO

Fanny de Coster
membre du bureau du congrès

ÊTRE À LA HAUTEUR DES ENJEUX



Si vous êtes capables de trembler d'indignation chaque fois qu'il se commet une injustice dans le monde, alors nous sommes des camarades. Oui, nous sommes des camarades, et ce mot a un sens! Oui, débattons, confrontons nos idées, exprimons nos désaccords, mais trouvons le chemin ensemble pour nous rassembler. Nous en sommes capables, sortons toutes et tous des caricatures, des jugements de part et d'autre, retrouvons confiance et dépassons nos frustrations et nos colères pour être

à la hauteur des enjeux et des luttes qui nous attendent et de celles que nous menons actuellement. Les grands mouvements sociaux ne se comparent pas et chaque mobilisation a ses spécificités, liées entre autres au contexte économique et social, à une société et à un monde du travail en constante évolution. La mobilisation en cours contre la «réforme» des retraites est d'ores et déjà historique, mais, plus largement, significative d'un rejet des politiques capitalistes et libérales menées depuis des décennies. L'éveil des consciences est réel, la colère ancrée et le soutien populaire massif. Si de véritables difficultés persistent pour élargir la reconduction de la grève dans tous les secteurs, force est de constater que la population adhère à toutes les actions, grèves, blocages, manifestations et continue de rejoindre le mouvement. Cette mobilisation et ce soutien populaire obligent la CGT. Cette lutte nous pousse à nous recentrer sur ce qui nous rassemble, sur nos valeurs communes et sur notre engagement collectif et individuel, qui reste sans faille chez tous les militants et militantes. Nous sommes la CGT, nous la faisons au quotidien, sur le terrain, dans nos luttes et dans nos débats. Nous nous devons d'être à la hauteur et dignes de notre CGT, d'être responsables pour sortir unis, rassemblés et plus forts ensemble! Réussissons collectivement à débattre pour être en capacité de représenter tout le salariat, public et privé, les privés d'emploi, les retraités et l'ensemble des syndiqués CGT. Camarades de lutte, repartons de ce congrès unis, retournons au combat, et menons la lutte jusqu'à la victoire! Vive le 53^e Congrès! Vive la CGT!

Confrontons nos idées, exprimons nos désaccords, mais trouvons le chemin pour nous rassembler.

SOMMAIRE

04

Document d'orientation

Présentation du thème 3 par Sophie Trichet, membre de la commission du DO

09

Document d'orientation

Récapitulatif des votes

10

International

Ukraine : un an de guerre, le poids de la solidarité internationale

12

Histoire

Le Conseil national de la Résistance à 80 ans

13

Table ronde

«Syndicats et luttes gagnantes», animée par Muriel Régnier, conseillère à l'espace Vie syndicale

Votes

En raison de l'horaire tardif des votes à la CEC, CFC et au comité de gestion CoGÉTise, nous ne sommes pas en mesure de publier leurs résultats dans l'édition de ce jour.



le Peuple EN DEUX CLICS

Retrouvez toutes les publications militantes CGT en téléchargeant l'application «**le kiosque CGT**» sur votre smartphone, tablette ou votre ordinateur.

Elles vous accompagnent partout et sont consultables même en l'absence de réseau internet. Retrouvez sur le kiosque la version quotidienne du *Peuple* congrès distribué tous les matins en format papier, en version augmentée avec les vidéos, photos, les résultats des votes et les rapports complets. Cliquer sur les icônes signalant un article enrichi, comme celle-ci:

DOCUMENT D'ORIENTATION THÈME 3

ÉLARGISSEMENT

RAPPORT DE FORCE// Sophie Trochet, membre de la commission orientation a présenté le thème 3. Au menu, bataille des idées, démocratie, unité, engagement internationaliste ou encore paix dans le monde.

Nous voici au troisième thème du document d'orientation: «Pour une élévation et un élargissement du rapport de force». La sous-commission du thème 3 a traité 1513 amendements, déposés par 125 syndicats. Développer ce thème, c'est donner du corps et du poids à notre syndicalisme de transformation sociale. C'est l'ADN de notre organisation, syndicat de classe, qui défend les intérêts de ceux qui créent les richesses, les travailleurs et travailleuses. Un syndicalisme révolutionnaire, en rupture avec le capitalisme mondialisé, pour un monde plus juste, pour toutes et tous. Le capitalisme, sans cesse renouvelé, broie les travailleuses et travailleurs, détruit parfois jusqu'à nos vies, et brouille la conscience individuelle et collective sur les repères de classe et la valeur du travail. Notre organisation s'appuie sur des syndiqués acteurs et décideurs, pour que chacun et chacune prennent en main ses affaires, son avenir et s'organise dans la lutte pour gagner nos revendications et un vrai changement de société.

La bataille des idées est une notion essentielle à travailler pour que chacun et chacune soient conscients que tous ensemble nous pouvons changer la donne. Cette conscience de classe, si elle ne se décrète pas, doit s'acquérir par des outils mis à disposition et développés par et dans notre organisation. Cela passe par l'information et la formation syndicale, la culture du débat, des échanges réguliers avec les syndiqués et les salariés, à toutes les étapes de la construction de nos cahiers revendicatifs, lors des négociations, tout au long du processus de lutte. Cette démarche démocratique, proposée et portée avec les syndiqués, est une condition essentielle pour l'adhésion du plus grand nombre à nos revendications, mais aussi pour permettre, par les échanges et le débat, une expression et une adhésion la plus large, ceci dans le but de gagner. Cette démocratie respectée n'est jamais inutile, bien au contraire, elle permet de faire bouger les lignes.

Le risque de l'institutionnalisation du syndicalisme

La mise en place des nouvelles instances du personnel dans les secteurs privés, et aujourd'hui dans le secteur public, a bousculé et bouscule encore nos pratiques. La réduction des droits et moyens syndicaux a eu pour conséquence que, parfois, les camarades se focalisent sur les instances, en se calant sur les calendriers des patrons, et ainsi glissant petit à petit vers une institutionnalisation du syndicalisme. Il est nécessaire de redonner toute sa place au syndicat, base de notre organisation, et que les droits et moyens syndicaux alloués *via* les instances représentatives du personnel (IRP) soient bien considérés comme des outils au service des syndicats et de l'organisation. Dans le même temps, nous devons bien évidemment revendiquer et regagner des IRP ouvrant à plus de droits et œuvrer pour en conquérir de nouveaux en faveur des mandats pour lesquels il n'en existe pas. Il n'y a pas de petite ou grande lutte, chaque victoire est une étape de plus pour



l'émancipation des salariés. Et ainsi, l'élévation des consciences est possible. Gagner nos revendications et transformer la société ne peut passer que par le rapport de force, un rapport de force puissant et déterminé. Le thème 2 a développé cette élévation du rapport de force par le nombre de syndiqués CGT et l'état de notre organisation. Cependant, il convient que nous avons besoin de travailler et de réfléchir avec toutes les forces progressistes pour l'élargir et le renforcer. Dans notre organisation, nous sommes conscients que celui-ci se construit en interne chaque jour, avec les syndiqués et les travailleurs, et en externe avec d'autres centrales syndicales, des associations et ONG, des partis politiques. Gagner l'élargissement et l'élévation du rapport de force, donc, cela se traduit par une CGT qui travaille sans cesse à gagner sur la bataille des idées, pour le renforcement de notre organisation et s'engage à œuvrer à l'élargissement au-delà de celle-ci, pour créer les conditions du «tous ensemble». La lutte contre la «réforme» des retraites que nous vivons en ce moment même démontre combien la force du nombre est une condition essentielle pour gagner, mais aussi combien il est nécessaire de travailler à l'unité avec d'autres organisations, à rassembler l'ensemble des

travailleurs autour de bases communes. Il n'échappe à aucun d'entre nous, en revanche, que notre CGT est le moteur de l'ensemble des luttes, celle actuelle des retraites, bien sûr, mais aussi celles qui s'engagent sur de nouvelles conquêtes et pour le progrès social. C'est d'ailleurs pour cela que nous sommes dans le viseur du patronat, et que de nombreux militants CGT dans les entreprises sont victimes de discriminations, de pressions et de sanctions, allant parfois jusqu'au licenciement. Cela, nous ne pouvons l'admettre! Oui, lorsqu'on touche à un militant CGT, on touche à toute la CGT!

Notre CGT est le moteur des luttes

C'est en partie pour cela que nous ne devons pas avoir de doute, ni d'appréhension, à travailler avec des organisations autres que la CGT, sur des bases communes, mais conscients de nos valeurs et de nos repères revendicatifs. Grâce à notre organisation, à nos campagnes revendicatives et nos luttes, aujourd'hui, de grands sujets sont évoqués ou mis en débat. Notre CGT est le moteur de l'ensemble des luttes: la retraite à 60 ans, la réduction du temps de travail, pour ne citer que celles-là. La CGT ne campe jamais sur des positions de retrait ou de recul de «réformes» libérales, elle les combat et porte des alternatives concrètes et atteignables. En cela, nous devons être fiers d'être des militants CGT, et de porter haut et fort notre projet pour une société plus juste.

Chacun le sait, cela a été dit, aujourd'hui nous devons prendre soin de notre organisation. Nous devons lui donner de la force, car le capital a bien compris que le collectif est un danger pour son mode d'organisation. Partout, il s'évertue ainsi à le casser, en éclatant notam-

ment le salariat, pour faciliter sa souveraineté économique et sa recherche insatiable de profit. Nous le disons tous, lors de nos formations syndicales par exemple, il y a trop peu de syndiqués dans notre pays – moins de 8% – et il y a trop d'organisations syndicales. Ce n'est certainement pas une façon détournée d'introduire au débat une quelconque envie d'élargir notre CGT pour se faire plaisir, et encore moins de diluer nos valeurs et notre syndicalisme pour se laisser glisser vers des bases «réformistes», comme on peut parfois l'entendre dans nos rangs, c'est simplement en faire le constat. Prendre

conscience de cette réalité, c'est aussi permettre de poursuivre et d'engager des débats sereins dans notre organisation. Nous ne devons rien nous interdire, tout en gardant à l'esprit que l'élargissement du rapport de force est indispensable pour améliorer les conditions de travail et de vie des salariés, jusqu'à ce changement de société plus juste pour le monde du travail.

En cela, notre congrès n'en est pas au premier débat,

«La lutte contre la «réforme» des retraites que nous vivons démontre combien la force du nombre est une condition essentielle pour gagner.»

1513

C'est le nombre d'amendements traités par la sous-commission des amendements du thème 3 du document d'orientation. Ces derniers ont été déposés par 125 syndicats.



« L'engagement internationaliste de la CGT est une réalité historique et toujours bien vivante. Alors que le capitalisme mondialisé exploite les humains et épuise la nature, la classe ouvrière s'organise dans la plupart des pays en se constituant en syndicats. »

il est nécessaire de se conformer à nos statuts confédéraux, titre 1, article 5, je cite: «*La CGT se fonde sur une conception unitaire. Persuadée que l'intérêt des salariés est de s'unir, elle travaille à les rassembler. Elle se prononce pour l'édification d'une seule organisation syndicale de salariés. Elle agit pour l'unité et pour promouvoir un syndicalisme unifié.*» Fin de citation. Là encore, le travail de la commission a permis de clarifier notre orientation dans ce domaine, d'en préciser le sens et la portée politique dans le cadre d'une démarche respectueuse de chaque organisation et syndicat et du fédéralisme. Cela a permis à la commission d'enrichir le texte, sur la base des amendements aboutissant à une écriture partagée. Oui, notre organisation a besoin de s'ouvrir et d'ouvrir en grand la réflexion, toujours dans le respect strict de nos repères revendicatifs, notamment sur l'environnement et l'urgence climatique. Parce qu'elle est un acteur public, parce que nous avons des choses à dire. Parce que notre monde de demain peut et doit être plus respectueux de l'environnement, c'est une urgence, tout en maintenant et en développant l'emploi, en améliorant les conditions de travail et de vie des travailleurs. Cela ne veut pas dire que la CGT renie qui elle est, ni ce qu'elle porte, ou encore ses repères revendicatifs. En revanche, discuter, débattre, s'interroger; évoluer, avancer sont des conditions *sine qua non* pour contrer le capital, qui se moque complètement des conséquences de ses actions sur la planète et encore davantage sur les peuples.

Un syndicalisme mondial difficile à faire vivre

L'engagement internationaliste de la CGT est une réalité historique et toujours bien vivante. Alors que le capitalisme mondialisé exploite les humains et épuise la nature, la classe ouvrière s'organise dans la plupart des pays en se constituant en syndicats. La CGT est profondément et intrinsèquement internationaliste. Face à la domination des sociétés multinationales, face

aux impérialismes, face à la guerre, les travailleuses et travailleurs de tous les pays doivent s'unir. Le syndicalisme mondial est bien évidemment difficile à faire vivre, c'est une réalité, tant nous avons des modes de fonctionnement et d'action différents, parfois même d'un point de vue idéologique. Néanmoins, les coopérations européennes et internationales permettent, elles aussi, de peser dans le rapport de force au-delà de notre pays et de créer des solidarités. Pour ce faire, les organisations syndicales de tous les pays doivent se connaître, se rencontrer, échanger, coopérer. La CGT a choisi de tenir sa place et son rôle dans les confédérations à l'échelle européenne et internationale. La CGT y est respectée. Elle y influence les débats et participe à ce que des décisions utiles y soient prises. Nous avons ainsi amené la CES [Confédération européenne des syndicats, ndr] sur nos positions dans des dossiers importants tels que le télétravail, le salaire minimum européen, le droit des migrants, la négociation collective en direction des travailleurs des plateformes... Sur ce sujet aussi nous avons eu de nombreux amendements, interrogeant nos affiliations internationales. Dans ce cadre, des amendements ont appuyé le fait que, concernant la CSI [Confédération syndicale internationale], un syndicat israélien affilié (Histadrut) n'y aurait pas sa place. La CGT s'engage à combattre les orientations de la Histadrut, qui reviennent à soutenir les politiques coloniales et discriminatoires de l'État d'Israël. Elle soutient l'affiliation à la CSI du syndicat de lutte et de classe Koach la Ovdim, qui regroupe des travailleurs juifs et arabes d'Israël et de Palestine sur des bases combatives, égalitaires et anticolonialistes. Elle continuera à soutenir les organisations et l'orientation de la CSI qui défendent résolument le peuple palestinien dans ses droits fondamentaux ainsi que la reconnaissance de l'État de Palestine. Comme le stipulent les statuts de la CGT, nous agissons à l'international en vue d'améliorer

les droits des travailleurs et travailleuses, les libertés syndicales et les droits humains.

La paix, ce n'est pas l'absence de guerre

Autre sujet emblématique des valeurs de notre organisation: la paix. Comme le rappelle l'OIT, la paix ce n'est pas l'absence de guerre, mais bien un ensemble de conditions réunies qui permettent aux peuples leur autodétermination. La situation internationale et les multiples théâtres de guerre partout dans le monde, comme cela a été rappelé dans le rapport d'ouverture de notre congrès, doivent mobiliser toute la CGT et l'ensemble des forces de progrès à agir pour la paix et l'amitié entre les peuples. Ainsi, il nous faut poursuivre nos initiatives de solidarité internationale, tant en direction des peuples subissant des conflits armés que des blocus. Ainsi, la commission a travaillé sur cette partie dans un cadre qui ne s'appuie pas sur l'actualité, notamment sur la situation en Ukraine, mais place notre document d'orientation dans ce qu'il est, c'est-à-dire la détermination d'un cadre et d'une ambition politique transposable à l'ensemble des situations. En clair, notre document d'orientation n'a pas vocation à traiter des sujets d'actualité mais à définir un cadre politique et une visée de transformation sociale. Dans cette partie du document est aussi posée la question de la fabrication du commerce des armes, de la dissuasion nucléaire. Là encore, notre commission, en s'appuyant sur des amendements portés, a largement enrichi le texte qui s'inscrit aussi en pleine conformité avec nos repères revendicatifs. Voici, mes camarades, les quelques éléments rapidement brossés permettant de vous faire mesurer l'important travail réalisé sur ce thème 3, tant durant sa phase d'écriture que lors de l'important travail de commission, dans la nuit de lundi à mardi. Les amendements seront défendus cet après-midi pour l'heure; place au débat et aux échanges. Vive la CGT! ♦

DOCUMENT D'ORIENTATION THÈME 3 – DÉBAT

PERSPECTIVES

ÉLEVER LE RAPPORT DE FORCE// Les prises de parole relatives à la troisième partie de notre rapport d'orientation se sont succédé hier matin. Elles interrogent, notamment, notre relation avec les autres syndicats et organisations.

Il aura suffi d'un mot pour que des applaudissements marquent les débuts du débat. «*Scop-TI*», le nom de la coopérative bucco-rhodanienne née de 1336 jours de grève des ex-Fralib, lancée par la première déléguée à prendre le micro. «*La lutte ne se décide pas sur un calendrier, mais sur une réalité sociale, lance notre camarade Rim qui travaille dans l'entreprise. Elle ne se décrète pas, elle ne se planifie pas. Elle se construit, au moment du combat, par tous les moyens à disposition, pour faire avancer les choses.*»

C'est tous ensemble qu'on va gagner

Une prise de parole combative, qui marque l'ouverture des débats sur le troisième thème du document d'orientation du 53^e Congrès, intitulé «*Pour une élévation et un élargissement du rapport de force*», et qui fait écho à la volonté exprimée par d'autres camarades d'une CGT toujours plus offensive. «*La banque où je travaille, BNP Paribas, a réalisé un bénéfice de plus de dix milliards d'euros, confie Nassim, de l'union départementale du 13. Elle annonce supprimer 721 postes, dans une banque ou 35 % des salariés sont précaires. Camarades, il y a de l'argent pour créer de l'emploi et alimenter les caisses de la protection sociale. Il ne faut pas rester muet mais agir !*»

Les prises de parole se succèdent. D'autres camarades, venus de toute la France, partagent leur même envie d'une organisation plus revendicative, qui assume un rapport de force frontal avec les tenants du capital. «*Nous, nous sommes partout et sommes invisibles*, détaille Florence, agente des services de propreté des Ports et Docks. *Pourtant, nous avons démontré notre utilité publique pendant la crise du Covid, comme nos camarades du ferroviaire ou de l'aéroportuaire. Nos entreprises de propreté se livrent des batailles féroces pour remporter des marchés, quelles que soient les conséquences sur notre travail. Nous, nous tenons notre rôle et la CGT est la première organisation de la branche.*»

Bernadette, retraitée, de la Fédération Textile, habillement, cuir et blanchisserie témoigne aussi à la tribune. «*J'ai travaillé depuis l'âge de 18 ans dans le textile et l'habillement, puis le cuir avant la retraite. Avec le choix de la fermeture de l'usine, avec la CGT, nous avons fait grève pour sauver nos emplois. Cela a déjoué les pronostics de ceux qui voulaient transformer nos usines en musées. L'usine a été reprise par un sous-traitant de Vuitton et 180 emplois ont été créés.*» Elle enchaîne: «*Ici, des fermetures continuent et la vitrine médiatique des relocalisations occulte la réalité. Il faut des critères pour*

les aides publiques à la relocalisation. Nos territoires sont sinistrés socialement. La bataille pour l'évolution de nos productions, comme contre la sous-traitance et les salaires ne pourra pas se faire de l'extérieur de nos entreprises. Elles ne se feront pas sans les salariés, la CGT a un rôle central.»

Fin de mois, fin du monde, même combat

«*Nombre de militants CGT sont aussi militants écologistes*, insiste de son côté Sébastien, de la fédération équipement et environnement et de l'union départementale de Moselle. *Et nous devons nous adresser à l'urgence écologique. Des milliers de postes utiles ont été détruits dans les services publics de l'environnement, les multinationales qui gouvernent la planète s'enrichissent de ces privatisations. Et, partout, le capitalisme verdâtre*

supprime des emplois. Le document d'orientation a été approfondi sur l'environnement grâce à de nombreux syndicats. La planification écologique doit se faire démocratiquement, par les travailleurs et leurs syndicats, par la prise du pouvoir sur les outils et avec les services publics et administrations et pour la création d'emplois utiles à la population et la planète.»

Une position défendue par de nombreux délégués ayant pris la parole à la tribune qui insistent sur l'importance du combat écologique. «*Le monde est plus incertain que jamais, rappelle par exemple Emmanuelle, de l'Union fédérale des syndicats de l'État. L'exploitation irraisonnée des ressources a des conséquences tragiques. Réveillons-nous: le climat et la biodiversité ne sont pas simplement des sujets environnementaux. Il n'y a pas de choix à faire sur les problématiques entre social et environnement. Ils sont intimement liés. Aucune division de la CGT sur ces questions ne sera propice aux travailleurs.*»

Intersyndicale oui, fusion non

La ligne est fixée. Reste à trancher la manière. «*Je suis issue de l'US commerce et services de Paris, détaille Daniela. Dans les cafés, hôtels et restaurants règnent la sous-traitance. Les horaires sont éclatés et, dans les grands magasins, les employés ont plusieurs dizaines d'employeurs. Nos communautés de travail sont difficiles à constituer, mais ces derniers mois, les luttes victorieuses se sont multipliées à Monoprix, à la Fnac Saint-Lazare avec trois mois et demi de grève, dans les boutiques de la tour Eiffel avec l'obtention de 170 euros d'augmentation, en soutien des travailleurs sans papiers... Il nous faut prendre collectivement exemple sur les luttes qui fonctionnent et se mobiliser pour les élections professionnelles à venir.*» Aux

longs débats sur notre stratégie de syndicalisation qui se sont déroulés hier s'ajoute celle de notre relation aux organisations, qu'il s'agisse de centrales syndicales ou de partenaires associatifs et militants. «*Les débats sont nourris depuis quatre jours, rappelle Jessica, cheminote du syndicat Bordeaux gare. C'est la preuve que notre CGT évolue au fil du temps. Pour autant, plusieurs articles du thème 3 font état d'une refondation avec FSU et Solidaires. L'unité syndicale a du bon, les retraites le montrent, mais si des syndicats différents existent, c'est parce qu'il existe des revendications différentes. Nous menons souvent des luttes avec Sud Rail mais nous disons non à la recomposition syndicale. Nous devons continuer à lutter côte à côte, à exprimer nos différences et nos revendications, et faire en sorte que la CGT soit motrice de ce front intersyndical comme elle l'est dans le combat contre la "réforme" des*





La réussite des Luxfer s'inscrit dans le temps long et restera dans les mémoires comme une démonstration de la capacité à mettre en œuvre la force de notre organisation pour maintenir des activités essentielles.



retraites.» Une inquiétude partagée par Loïc, pompier et membre de la CGT du Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) d'Eure-et-Loir. «Le projet d'unification avec d'autres organisations, telles que FSU et Solidaires, ne devait être qu'une étude, critique-t-il. Il est aujourd'hui inscrit dans notre document d'orientation. On peut se demander pourquoi la démocratie interne à la CGT n'est pas respectée. Nous, nous sommes attachés à l'unité syndicale, et elle a plus de force que la fusion. La "réforme" des retraites le démontre. Que va devenir la CGT avec l'unification prônée? Nous ne voulons pas perdre la première organisation en nombre d'adhérents. N'est-ce pas une façon de déstabiliser notre organisation? Notre CGT a une riche histoire, non partagée par les autres organisations.» «Depuis des années, nous travaillons avec la FSU et Solidaires, Alternatiba et les partis politiques locaux pour mener des combats sociaux et environnementaux, pointe de l'autre côté Nicolas, d'Éduc'Action 66. Nous ne pensons pas la même chose, mais nous avons pu avancer ensemble sur des questions d'écologie ou de mobilité. Oui, nous ne partageons pas tout, mais devons-nous arrêter tout travail commun et ne discuter qu'entre convaincus? Nous devons intégrer l'écologie dans nos cahiers revendicatifs, mettre en place un véritable débat. Aucun sujet ne doit être tabou à la CGT ou devenir le

« Les citoyens veulent avoir leur mot à dire. C'est la même chose pour les travailleurs. L'heure n'est plus aux avant-gardes éclairées qui prennent la parole à la place des salariés. »

monopole de secteurs confirmés. Nos champs de syndicalisation et nos mandats nous permettent d'impulser des campagnes, et les échanges avec les associations sont source d'enrichissement et les ont aussi fait évoluer de leur position initiale. Le travail pour l'unité syndicale est compliqué, mais les luttes successives nous rapprochent. Il est temps de concrétiser nos rapprochements. » «Nous apprécions particulièrement l'ouverture de la confédération aux autres syndicats et associations, notamment avec le collectif Plus jamais ça», argue dans le même sens Nicolas, de la métallurgie Isère, avant d'aborder la question de la consultation des salariés. «À l'article 397, détaille-t-il, nous ne pouvons pas défendre le fait de ne pas suivre à chaque fois les avis des salariés consultés. C'est refaire comme en France avec le référendum de 2005, ou comme Macron avec sa conférence sur le climat. Cette partie sur la consultation viendrait balayer tout le travail de syndicalisation qui serait mis en place. En Isère, nous consultons les salariés en présentant les avis du syndicat sur les risques, les perspectives. Partout où nous faisons cela, nous progressons. Notre travail de syndicalisation nous permet d'inverser la vapeur. Les citoyens veulent avoir leur mot à dire. C'est la même chose pour les travailleurs. L'heure n'est plus aux avant-gardes éclairées qui prennent la parole à la place des salariés.» Dont acte.

◆ Clément Pouré et Lennie Nicollet

APPEL DU 53^E CONGRÈS UNI-ES ET RASSEMBLÉ-ES DANS LA LUTTE

Les 942 délégué-es réuni-es au congrès de la CGT à Clermont-Ferrand réaffirment leur opposition à la «réforme» des retraites portée par le gouvernement et le patronat. La CGT juge indispensable de donner un ampleur sans précédent à la mobilisation du 6 avril, d'amplifier le rapport de force par la multiplication des actions de grève, des blocages et occupations décidés en assemblée générale. Après dix journées de temps fort d'une mobilisation historique qui ont réuni des millions de personnes dans la rue partout en France métropolitaine et en outre-mer, et alors que des salarié-es sont en grève reconductible dans le pays, Emmanuel Macron ne peut plus rester sourd et aveugle face au rejet massif de sa «réforme» antisociale.

Le gouvernement est prêt à tous les mauvais coups pour sortir de la crise dont il est responsable. Non à l'allongement de la durée de cotisations, non à la retraite à 64 ans! Oui au retrait pur et simple de cette «réforme» illégitime, injuste, injustifiable et injustifiée! Il n'y aura ni médiation ni compromis.

La CGT réaffirme son exigence d'une retraite pleine et entière à 60 ans avec des départs anticipés pour tous les travaux pénibles et le maintien de tous les régimes pionniers. Les délégué-es du 53^e Congrès de la CGT condamnent avec la plus grande fermeté les actes policiers et des patrons. D'où qu'elles viennent, les violences ne réduiront pas la colère du monde du travail qui anime cette mobilisation sociale historique. La CGT condamne les réquisitions et le non-respect du droit de grève, droit à valeur constitutionnelle. La CGT exige la suppression de toutes les poursuites judiciaires des militant-es dans le cadre d'actions syndicales et de manifestations.

Après des années d'austérité salariale, de plus en plus de salarié-es, précaires, privé-es d'emploi, jeunes et retraité-es n'arrivent plus à faire face à l'inflation. Cela ne peut plus durer. La CGT réaffirme l'ensemble de ses revendications: augmentation des salaires, Smic à 2 000 euros, remise en place de l'échelle mobile des salaires, dégel du point d'indice...

Pleinement mobilisé-es contre la «réforme» des retraites, les délégué-es du 53^e Congrès s'élèvent contre la dégradation de la situation internationale, réaffirment leur engagement pour la paix et la solidarité internationale entre les peuples et clament sans ambiguïté leur refus de la guerre. Face à cette oppression du capital et de ses relais et face à l'urgence climatique, nous confirmons nos valeurs fondamentales de classe, de masse, de démocratie et d'indépendance. Nous réaffirmons que dans cette lutte violente du capital contre l'humanité et la planète, notre force est d'œuvrer à rassembler le monde du travail le plus largement possible, comme la CGT le fait depuis cent vingt-huit ans. Les congressistes du 53^e Congrès rappellent leur engagement dans le combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que la lutte contre toutes les discriminations et toutes les violences sexistes et sexuelles. Le congrès dénonce l'agression d'un camarade à Albi par un groupuscule d'extrême droite.

Les délégué-es du 53^e Congrès appellent également le monde du travail à garder la plus grande vigilance et la plus grande fermeté contre l'extrême droite et ses idées nauséabondes. Les délégué-es du 53^e Congrès, représentant toute la CGT, affirment que nous resterons le syndicat de toutes et tous, quels que soient leurs origines, leurs genres ou leurs croyances.

Nous sommes face à de multiples urgences qui nécessitent la mise en œuvre de véritables ruptures remettant en avant l'humain, la réponse aux besoins fondamentaux de la population et l'émancipation des travailleur-ses.

Le 53^e Congrès appelle les salarié-es, retraité-es, privé-es d'emploi et les jeunes à s'engager dans toutes les luttes proposées, menées et organisées par la CGT, et à la reconductibilité sous toutes les formes. Le 53^e Congrès appelle l'ensemble des salarié-es à poursuivre leur engagement dans les grèves en cours, à venir amplifier les mobilisations et à rejoindre la CGT pour lutter toutes et tous ensemble JUSQU'À LA VICTOIRE!

LE COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (CSE)

LE GUIDE JURIDIQUE
2^e édition

14€

2^e édition
mise à jour

LE COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (CSE)

Mode d'emploi

À l'heure du renouvellement des premiers CSE, la 2^e édition de ce guide, rédigé dans un style clair et accessible par les experts de la *Revue pratique de droit social* (RPDS), apporte des réponses pour tout comprendre sur la mise en place, la composition et les pouvoirs des CSE.

Dans la même collection



OFFRE SPÉCIALE
-15%

pour 10 ex. commandés
d'une même référence

COMMANDEZ SUR [nvoBOUTIQUE.FR](https://nvoboutique.fr)

DOCUMENT D'ORIENTATION

RÉSULTATS DES VOTES

SCRUTIN// Le document d'orientation a été adopté hier dans son intégralité à 72,79 %. À lire ci-dessous les résultats thème par thème.

PRÉAMBULE ET THÈME 1

EXPRIMÉS : 542 166 VOIX
 ABSTENTIONS : 18 499 VOIX
POUR : 424 476 VOIX
 CONTRE : 117 690 VOIX

THÈME 2

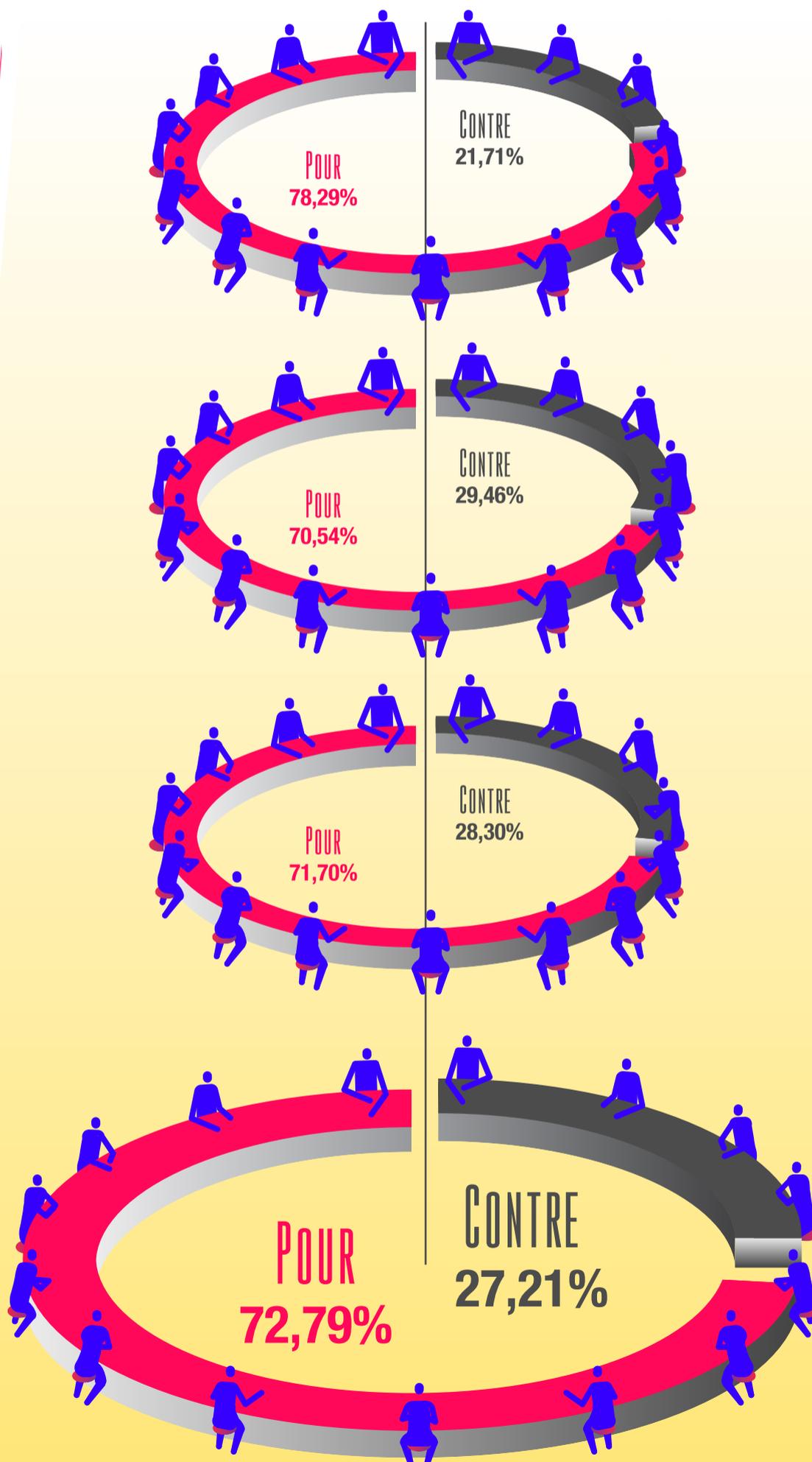
EXPRIMÉS : 536 884 VOIX
 ABSTENTIONS : 24 254 VOIX
POUR : 378 743 VOIX
 CONTRE : 158 141 VOIX

THÈME 3

EXPRIMÉS : 536 493 VOIX
 ABSTENTIONS : 27 832 VOIX
POUR : 384 690 VOIX
 CONTRE : 151 803 VOIX

DOCUMENT D'ORIENTATION

EXPRIMÉS : 542 030 VOIX
 ABSTENTIONS : 19 401 VOIX
POUR : 394 529 VOIX
 CONTRE : 147 501 VOIX





RUSSIE

L'opposition muselée

Ces images, aux prémices de la guerre, ont marqué les esprits : bravant la loi contre les actions publiques « discréditant les forces armées », des centaines de manifestants pacifistes, se tenaient debout en silence dans les rues de Moscou, de Saint-Petersbourg et de dizaines d'autres villes russes pour exprimer leur révolte face à l'attaque décidée, le 24 février 2022, par le maître du Kremlin. Loin des caméras, au sein des bureaux de recrutement de l'armée, des dizaines de jeunes hommes ont préféré s'immoler par le feu plutôt que d'accepter l'ordre de mobilisation. Un an plus tard, la Russie est devenue un huis clos où une propagande aux relents fascistes a envahi l'espace public et où toute parole discordante a été muselée. Un million d'opposants ont fui en Géorgie, au Kazakhstan, en Europe occidentale. Les autres, près de vingt-deux mille militants, ont été emprisonnés. Parmi eux, de nombreux membres du KTR, la Confédération du travail de Russie, qui continuent de payer au prix fort leur position antiguerre.

AMÉRIQUE LATINE

Solidarité

« Un cessez-le-feu immédiat et le retrait total des unités militaires russes d'Ukraine. » C'est l'appel lancé en mars 2022 par la Confédération des travailleurs et travailleuses d'Amérique latine (CSA-Tuca) dans une déclaration publique qui condamne l'invasion russe, affirme sa solidarité avec le peuple ukrainien, en particulier avec ses travailleurs et ses réfugiés victimes du conflit. Une prise de position compliquée pour les organisations syndicales d'Amérique latine, confrontées au dilemme entre la nécessaire défense du droit à l'autodétermination des peuples, au cœur de leurs valeurs, et le refus de s'aligner sur la politique étrangère et impérialiste des États-Unis, dont pâtit le sous-continent depuis plusieurs décennies.

BIÉLORUSSIE

RÉPRESSION SYNDICALE

Aliaksandr Yarashuk, secrétaire général du syndicat BKDP, le Congrès biélorusse des syndicats démocratiques, enfermé depuis le 19 avril 2022 dans une cellule à l'isolement, toutes lumières et radio allumées, a été condamné en décembre dernier à quatre ans de prison, avec quarante autres dirigeants du BKDP qui ont également écopé de peines d'emprisonnement. Pris pour cible après avoir participé au mouvement social de grèves et d'occupations d'usine de l'été 2020, ces syndicalistes paient surtout leurs prises de position contre la guerre de Poutine, qui a fait de la Biélorussie sa base arrière avec la complicité du président autocrate Loukachenko. La CGT a demandé au gouvernement français d'intervenir pour exiger leur libération.

AFRIQUE

Silence prudent

Face à la guerre en Ukraine, les pays africains avancent en ordre dispersé. Entre silence prudent et réticences à joindre leur voix à toute condamnation du régime de Poutine, près de la moitié d'entre eux a voté contre les résolutions des Nations unies appelant au retrait des troupes russes, ou se sont abstenus. L'influence financière et militaire croissante de la Russie sur le continent n'est pas étrangère à ces choix, majoritairement à contre-courant des positions occidentales. À l'écart de ces jeux d'alliances géopolitiques de leurs gouvernements, les syndicats africains restent en retrait et n'ont rendu publique aucune déclaration sur la question.

La CGT soutient les Ukrainiens depuis le début du conflit. Ici, avec d'autres organisations, aux côtés de Yuri Samoïlov, président du syndicat ouvrier KPVO, d'Ukraine orientale.

DR

UKRAINE

UN AN DE GUERRE// Dès les débuts de l'agression russe, le 24 février 2022, la CGT a affirmé son soutien à la résistance ukrainienne en constituant une intersyndicale réunissant toutes les organisations françaises. Leur mobilisation a permis d'apporter rapidement une aide financière et matérielle aux camarades des syndicats ukrainiens FPU et KPVO.

À

la Bourse du travail (Paris 3^e), la salle Eugène-Hénaff est comble ce jeudi 23 février. Un an presque jour pour jour depuis que les premiers avions de chasse russes ont envahi le ciel ukrainien, le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (Resu) – vingt organisations – réitère, à l'occasion de cette réunion publique, son appel au « retrait des troupes russes » et à « une paix juste et durable ».

Autour de Yuri Samoïlov, président du syndicat KPVO de Kryvyi Rih (Ukraine orientale) venu faire entendre la « voix des ouvriers ukrainiens », universitaires, magistrats, représentants de collectif, d'associations et de syndicats réaffirment leur soutien à ce peuple qui, après douze mois de guerre, continue de résister aux assauts de l'armée russe. Au prix de pertes humaines et de destructions, dont on commence à peine à mesurer l'ampleur. En un an, près de deux cent cinquante mille personnes ont perdu la vie, entre quarante et cinquante mille civils, parmi lesquels au moins un millier d'enfants, selon l'Organisation des Nations unies (ONU). À cette hécatombe s'ajoute le drame des déplacés et des réfugiés : un habitant sur trois ne vit plus chez lui, douze millions de personnes (sur quarante millions d'habitants) ayant dû fuir leur foyer pour partir dans l'intérieur du pays ou à l'étranger.

Près de 370 000 euros de dons

« Personne ne peut se sentir aujourd'hui en sécurité en Ukraine. On ne peut rien prévoir, ni faire de projets. La vie de nos concitoyens est sous la menace permanente de l'impérialisme russe », témoigne Yuri Samoïlov, saluant l'élan de solidarité qui s'est exprimé en France dès le début de la guerre, notamment à travers la constitution d'une intersyndicale à huit – réunissant toutes les organisations françaises – et à laquelle la CGT a pris une part active. Après avoir évalué les besoins humanitaires et immédiats sur le terrain, en lien avec les deux syndicats ukrainiens FPU et KPVO, ses membres se sont ainsi rendus à deux reprises sur place et ont pu réunir conjointement près de 370 000 euros ainsi que

des dons en nature : deux véhicules Renault convoyés en juillet 2022, plus de soixante-dix tonnes de matériel acheminées en janvier dernier dont une centaine de radiateurs et des générateurs électriques, des denrées alimentaires, du lait infantile, des produits d'hygiène et de soin remis aux camarades ukrainiens.

Logique de conquêtes territoriales

« La CGT a décidé de réagir très tôt face à cette guerre guidée par une logique de conquêtes territoriales. Notre vision de ce conflit est qu'il y a un agresseur et un agressé. Nous sommes aux côtés de ceux qui luttent pour leur survie, et comme nous l'avons toujours dit : paix en Ukraine, liberté en Russie et Biélorussie », explique Boris Plazzi, secrétaire confédéral. Il souligne à cet égard l'exceptionnelle unité du peuple ukrainien : « Toutes les organisations syndicales, comme 99 % des Ukrainiens, sont engagées dans la défense du territoire. » Une réalité confirmée par le témoignage de Yuri Samoïlov, dont le syndicat compte deux bataillons sur le front. Pas question pour autant, au nom de cette union, d'oublier la défense des droits des travailleurs, particulièrement mis à mal par une vague de réformes antisociales imposées récemment par la Rada, le Parlement ukrainien, notamment l'interdiction des manifestations et des grèves en temps de guerre décidée le printemps dernier ainsi que la promulgation au mois d'août d'une loi permettant d'exclure 75 % de la main-d'œuvre du cadre du droit du travail. La mobilisation reste indispensable pour le syndicaliste du KPVO : « La classe ouvrière ukrainienne s'est réveillée après une longue période de sommeil. C'est l'héroïsme des gens ordinaires, des infirmières, des cheminots... qui a permis de résister. Quand les gens reviendront du front, sur leur lieu de travail, ils ne pourront plus tolérer ces mesures faites dans l'intérêt des patrons. L'Ukraine ne pourra se reconstruire sans le respect des droits sociaux. » ♦ Hayet Kechit

« Nous sommes aux côtés de ceux qui luttent pour leur survie. »

Boris Plazzi, secrétaire confédéral



IRAN

UNE RÉPRESSION FÉROCE. // L'intervention de Sara Selami, militante ouvrière et politique en Iran, devant le 53^e Congrès, a rappelé que le mouvement Femme, vie, liberté est indissociable de la lutte contre le capitalisme. Elle a dénoncé le silence de la Fédération syndicale mondiale face aux terribles exactions du régime islamique iranien.

Sara Selami a l'âge où l'on porte les cheveux courts, et libres. Sa voix de femme, de mère, de grand-mère, de réfugiée politique et de militante porte à la tribune du 53^e Congrès celle du syndicaliste Reza Shahabi. Ce camarade participait au 52^e Congrès à Dijon. Il croupit aujourd'hui dans les geôles iraniennes, comme Daoud Ravazi et Hassan Saïdi, eux aussi venus en France à l'invitation des syndicats et désormais emprisonnés par le régime islamique. En Iran, leur syndicat, Vahed (Syndicat des travailleurs de la régie du transport à Téhéran et sa banlieue), soutient depuis le début le mouvement Femme, vie, liberté, né après l'assassinat de Mahsa Amini pour un voile mal porté. À la tribune, Sara Selami détaille la répression féroce « *qui relève du crime contre l'humanité* » : 469 morts dont 60 enfants et adolescents, plus de 19000 arrestations, des disparitions, la torture, les viols, des dizaines de condamnations à mort dont déjà quatre exécutions et, enfin, la vague d'attaques au gaz qui frappe les écoles de filles dans tout le pays. « *Nous n'attendons rien des États et des puissances capitalistes qui ne cherchent que leur propre intérêt. Nous ne comptons que sur la force de la classe ouvrière en Iran et son soutien dans des pays comme le vôtre, chers camarades* », conclut le message de Reza Shahabi à ses camarades syndicalistes français.

Représentants des syndicats sous les verrous

Face à une salle stupéfaite, Sara Selami dénonce : « *Le mouvement Femme, vie, liberté a ému le monde entier et engendré un élan de solidarité international sans précédent. Plusieurs organisations mondiales ou nationales ont apporté leur soutien au peuple soulevé et condamné sa répression brutale par le régime islamique, dont la CGT [...] et la Confédération syndicale internationale.* » Sara Selami accuse : « *Presque toutes, sauf la Fédération syndicale mondiale [FSM, ndlr]. Alors que presque tous les conflits du monde passent sous la plume de la FSM, son silence sur les événements qui ont ébranlé l'Iran pendant plus de six mois est assourdissant. C'est le même silence qu'elle a observé à propos du mouvement de l'automne 2019 et la répression sanglante qui s'en est suivie.* » Sara Selami éclaire les raisons de ce silence complice : « *L'un des vice-présidents de la FSM n'est autre que le dirigeant, en Iran, de la Maison des travailleurs, dont*



l'activité principale, associée aux conseils islamiques dans les entreprises, consiste à contrôler et à réprimer le mouvement ouvrier. Ils empêchent la constitution des syndicats indépendants et signent l'accord sur le salaire minimum de misère chaque année, explique-t-elle. Et de poursuivre : « *Un groupe qui n'est même pas un syndicat jaune mais un parti idéologique et politique lié au régime islamique siège en tant que représentant des travailleurs iraniens au sein de la FSM. Ses hommes se rendent chaque année à la conférence de l'OIT, alors que les représentants des syndicats et organisations ouvrières sont sous les verrous. C'est inadmissible. Le vice-président iranien de la FSM, Alireza Mahjoub, est même impliqué dans le tabassage de militants ouvriers* », dénonce-t-elle.

Le mur de la peur est tombé

Sara Selami analyse la situation du mouvement de protestation qui s'essouffle en Iran. Toutefois, « *plus rien ne peut fonctionner comme avant. Même dans les rues des petites villes iraniennes, vous voyez des femmes sans le hijab obligatoire. Au moment du pic du mouvement dans les universités, un rapport*

de force a permis aux étudiants et aux étudiantes d'abolir l'apartheid sexuel dans les cantines, dans les lieux publics. C'est une expérience qu'on ne peut pas effacer facilement de la mémoire collective. Ils sont des enfants de travailleurs; cela a une importance majeure sur la société. » Malgré une répression sanglante, « *le mur de la peur est tombé*, observe Sara Selami. *La République islamique ne peut régner qu'avec la répression. Elle n'a aucune base sociale, et les conditions économiques et sociales s'aggravent.* » La moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté et 20 % sous le seuil de pauvreté absolue. En Iran, vingt organisations syndicales et civiles ont élaboré une charte des revendications minimales. Ces revendications sociales et politiques progressistes ne peuvent aboutir qu'avec la disparition de la République islamique. La CGT apporte son soutien à la

charte. Elle peut être signée à l'espace international du congrès. Émue et debout, la tribune et la salle du 53^e Congrès ont salué le courage et la lutte de Sara Selami et des camarades en Iran. La lutte continue. ♦

Sonia Reyne

« Nous n'attendons rien des États et des puissances capitalistes [...]. Nous ne comptons que sur la force de la classe ouvrière en Iran, et son soutien dans des pays comme le vôtre. »



RÉSISTANCE

IL Y A 80 ANS, LE CNR// Dans quelques semaines, nous célébrerons le 80^e anniversaire de la naissance du Conseil national de la Résistance (CNR). À l'heure des récupérations grossières, la dernière en date étant celle du Conseil national de la refondation mis en place par Emmanuel Macron, il nous apparaît essentiel de revenir sur cette histoire, glorieuse à bien des égards.



Membres du CNR réunis le 10 septembre 1944.

Le 27 mai 1943, au n° 40 de la rue du Four, dans le sixième arrondissement de Paris, dix-neuf hommes sont réunis. Aux trois organisateurs de la réunion (Jean Moulin, Robert Chambeiron, Pierre Meunier) se sont joints seize représentants de mouvements de résistance, de partis (allant de la droite aux communistes) et de syndicats (CGT et CFTC). Plus de trois ans après l'entrée en guerre de la France, le Conseil national de la Résistance prend forme. Il n'allait pas de soi d'associer, dans la clandestinité, des forces aussi différentes. Il a fallu pour la plupart d'entre elles surmonter de puissants clivages. C'est le cas pour la CGT qui se présente unie à cette réunion, ce qui n'avait rien d'évident. Il faut se souvenir en effet que la CGT a connu en 1939 une crise majeure qui a abouti à l'exclusion brutale des militants communistes et de tous ceux qui refusèrent de condamner le pacte germano-soviétique. Malgré tout, cela n'empêche pas Benoît Frachon et Léon Jouhaux de travailler dès 1941 à la réunification de la CGT. Celle-ci est actée le 17 avril 1943 dans un petit pavillon de la banlieue parisienne, au Perreux. Une décision historique qui favorise la mise en place du CNR un mois plus tard. Le 15 mars 1944, le CNR publie son célèbre programme, baptisé «Les jours heureux». Son application à la sortie du conflit engendrera des réformes économiques et sociales d'une ampleur inédite: nationalisations, plan, Sécurité sociale, comités d'entreprise, régulation du système bancaire et financier, etc. En 1945-1946, les fondations d'un nouveau modèle social sont alors posées. Pourtant sans statut officiel, mais influent du fait du prestige dont il bénéficie, le CNR a continué d'agir au-delà du deuxième conflit mondial, jusqu'en 1947. Sous la présidence d'un cégétiste, Louis Saillant, il impulse par

exemple une vaste consultation populaire. À cette occasion, des milliers d'assemblées populaires communales sont organisées au cours desquelles les citoyens peuvent exprimer leurs souhaits dans des cahiers de doléances. Un vrai moment démocratique, exceptionnel de part son ampleur, et une source d'inspiration précieuse pour qui souhaiterait redonner aujourd'hui du souffle à notre démocratie en crise. ♦ Texte et photos: Institut d'histoire sociale CGT

Pour tout contact : ihs@cgt.fr
Site web : www.ihs.cgt.fr
Facebook : <https://www.facebook.com/ihsctg>

Mieux connaître l'histoire de la CGT : une nouvelle collection de petits livres

Vous souhaitez disposer des connaissances essentielles sur les principaux thèmes d'intervention du syndicalisme, découvrez sans tarder la nouvelle collection de petits livres de l'IHS CGT. Les trois premiers numéros* de cette collection, qui portent sur la répression antisyndicale, le temps libre et la paix, sont présentés à l'occasion du 53^e Congrès confédéral.

*Disponibles sur le stand de l'IHS CGT (9 euros l'ouvrage, 20 euros les trois).



PAROLES DE... ▶

Zohra Lakhali
41 ans, fédération des transports,
conductrice de tram, pour la T2C,
à Clermont-Ferrand



La lutte qui m'a le plus marquée pour l'instant est celle sur les retraites. C'est une lutte syndicale qui concerne tout le monde et plusieurs générations. Nous avons commencé par cent vingt jours de grève au sein de l'entreprise et ça a été très formateur pour moi. J'ai découvert que c'était difficile de rester solidaires sur du long terme. Nous avons fait des roulements pour faire grève parce que, pour certaines personnes, les conséquences péuniaires étaient assez importantes. Mais, pour des causes comme celle-ci, il faut savoir faire des sacrifices. Nous avons le soutien des usagers, pourtant ils subissent l'augmentation du prix de l'abonnement. Ils disent régulièrement qu'ils comprennent les raisons de la grève, on se sent soutenus. Je vis mon premier congrès et mon premier mandat, je suis la seule de mon entreprise. Je suis novice et, même si je vois bien qu'on a attaqué dans le dur, ce que j'espère, c'est qu'on repartira de ce congrès avec de la sérénité. Parce que, même si les débats sont houleux, j'ai besoin de savoir qu'au niveau de la CGT, au niveau national, nous serons suffisamment solidaires pour affronter les futures luttes. Il faut se serrer les coudes. ♦ S.R.

Estelle Loisel
44 ans, salariée Thales,
CGT 56 et CGT 35



C'est le premier congrès où j'ai été désignée déléguée. C'est très impressionnant, mais c'est une très bonne expérience. Je suis élue depuis 2011, j'ai ensuite adhéré à la CGT en 2013 parce que ce syndicat est combatif. Je suis ici car mon jeune syndicat est rapidement devenu majoritaire. Cela a été rendu possible en étant très disponible sur le terrain, en aidant les salariés en difficulté. C'est très important de garder le contact avec eux. J'attends de ce congrès une CGT plus forte et présente pour les travailleurs. Elle doit aussi être unie. Je souhaite enfin que les débats soient ouverts et que nous continuions toutes les luttes en cours, notamment celle concernant les retraites. Nous avons une carte à jouer pour faire comprendre que notre syndicat n'est pas résigné. Ce n'est pas un 49-3 qui nous fera abandonner. Nous continuons la lutte. ♦ A.B.

Nicolas Pereira Da Silva
53 ans, secrétaire général
de l'union locale de Roissy



Je suis délégué pour la première fois. J'ai été élu en janvier et je souhaitais donc y participer. Je garde en tête la lutte sur les salaires menée l'été dernier. La difficulté rencontrée venait principalement du travail en intersyndicale qui nous restreignait et nous obligeait à faire des concessions, mais nous ne pouvons pas les forcer à être d'accord avec nous. Une problématique également rencontrée lors du conflit sur les retraites. J'attends de ce congrès une feuille de route claire et de se remettre au travail pour défendre les salariés. Je suis fier d'appartenir à la CGT surtout lorsque nous sommes les seuls à défendre les travailleurs sans papiers. Un autre combat me tient à cœur: l'égalité femmes-hommes. Je ne comprends pas que ce sujet subsiste encore à notre époque. Je souhaite aussi que la CGT accueille davantage la jeunesse. Elle est l'avenir de l'organisation. ♦ A.B.



MOBILISÉS

CONVAINCRE LES JEUNES D'ADHÉRER À LA CGT// La table ronde consacrée à la place de la jeunesse dans la CGT s'est tenue mercredi en début de soirée. L'occasion pour Agathe, Andrew et Nicolas de présenter les différentes démarches de syndicalisation, très applaudies ce soir-là.



LUTTER POUR GAGNER

SOLIDARITÉS// Trois jeunes militants syndicalistes témoignent de l'efficacité des luttes, dans des conditions différentes mais toujours avec le même motif : faire reculer la répression patronale et obtenir des acquis d'emploi et de salaire en renforçant la CGT sur les bases concrètes de résultats obtenus.

Le premier exemple est un cas d'école encourageant. Élodie Dupuis, militante de la CGT, est maroquinnière depuis cinq ans chez Arcau, filiale du groupe Louis Vuitton à Châtelleraut. L'entreprise emploie mille salariés, dont la plupart sont des femmes exerçant un métier dur pour les mains et les bras.

Augmentation des salaires

Elles sont payées à peine au-dessus du Smic, alors que les sacs de luxe sont souvent vendus trois fois le montant de leur salaire. Grâce au souhait de l'UL CGT et de la Fédération textile habillement cuir blanchisserie CGT de s'implanter dans l'entreprise et à leur appui, plusieurs salariées se sont syndiquées et, à l'occasion des dernières NAO, cinq cents d'entre elles se sont mises en grève pendant trois jours, jusqu'à ce que la direction cède et octroie une augmentation de 120 €, assortie d'un forfait mobilité de 100 €. La CGT est désormais majoritaire à 100% et le rapport de force lui est favorable.

Relocalisation des productions

Le second exemple a pour contexte une lutte sans merci contre la liquidation de l'entreprise Luxfer programmée par les patrons de la métallurgie à Gerzat, dans le Puy-de-Dôme, pour la délocaliser aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Axel Peronczyk, militant CGT de l'entreprise, en témoigne. Cette entreprise qui fabrique des bouteilles de gaz, quasiment unique en France, était rentable, mais pas suffisamment pour le CAC 40. Les salariés, qui avaient occupé leur entreprise pendant cinquante-trois jours en 2018, ont décidé de refuser le PSE qui leur était proposé et, depuis juin 2019, date de la fermeture de l'entreprise, relèvent le défi de la relance de l'activité industrielle en cherchant un repreneur et en analysant avec des experts les conditions d'une reprise. Un courant de solidarité multiforme leur a permis de tenir, malgré la crise sanitaire. Un industriel a été coopté pour relancer l'activité. Onze emplois industriels ont été créés afin de relancer, sur plusieurs années, la perspective de la relocalisation de l'activité.

Régularisation des sans-papiers et CDI

La précarité a reculé au Monoprix de Belleville où, dans le cadre d'une multiplication complexe des circuits de distribution, une sous-traitance était organisée avec recours à des emplois précaires dans lesquels des sans-papiers étaient intégrés sans aucune garantie, parallèlement à une généralisation de l'autoentrepreneuriat. Le rythme de travail imposé dans ces configurations pouvait aller jusqu'à douze heures par jour et sept jours sur sept. C'est avec le soutien de l'Urif, de l'UD de Paris, de l'UL du 19^e arrondissement et de la Fédération CGT du commerce qu'Adèle Tellez, militante CGT, jardinière à la Ville de Paris, a participé à une lutte qui s'est développée à partir d'une sanction subie par un livreur accusé injustement d'avoir volé un Vélo Cargo, avec obligation de payer 5000 € de dédommagement. Trois cents travailleurs sans papiers ont arrêté le travail, les livreurs ont fait des piquets de grève, et la CGT a organisé la popularisation et la solidarité avec une pétition qui a recueilli mille deux cents signatures. L'ampleur du mouvement a fait reculer le patronat. Les travailleurs sans papiers ont obtenu la régularisation de leur situation et l'obtention d'un CDI, faisant échec à la division du monde du travail chère aux monopoles de la distribution. ♦ **Yvon Huet**

Avec seulement 5% des moins de 35 ans engagés dans un syndicat, contre 11,2% pour l'ensemble des salariés en France, le taux de syndicalisation des plus jeunes est préoccupant pour l'avenir de toutes les organisations syndicales. Thème incontournable en ce 53^e Congrès, « la place de la jeunesse dans la CGT » a eu un écho retentissant, malgré un retard de plus d'une heure sur le programme initial. Autour de la table ronde animée par Victorien Pâté : Agathe Leberdier, chargée du collectif Jeunes et diplômés de l'Ugict, Andrew Renault, du collectif Jeunesse, et Nicolas Cuvillier, du collectif Jeunes FNME.

Un terrain de luttes propice

D'emblée, Nicolas Cuvillier regrette le faible temps prévu pour le sujet, avant de rappeler l'implication des jeunes dans la mobilisation des retraites : « *Moi-même, je suis gréviste depuis quatre semaines. On peut mesurer l'importance des jeunes sur ce combat-là.* » Avec un collectif jeunes FNME qui a trouvé son point d'ancrage dans le rejet de la « réforme » des retraites, il ajoute : « *Face au bulldozer en face de nous et à un gouvernement qui ne nous écoute pas, on a bâti ce collectif sur la partie revendicative. Grâce à cette lutte, même si on préférerait qu'elle n'ait pas lieu, on voit que les jeunes sont mobilisés, ils sont présents, moteurs, et ils font partie intégralement de notre stratégie de luttes.* » Saluant l'important travail de Nawel Benchlikha, membre de la direction confédérale sortante en charge de la jeunesse, qui a permis que convergent les différentes fédérations et forces de la jeunesse, le jeune militant annonce le Festival de l'énergie à Soulac-sur-Mer (Gironde), organisé pour rassembler les jeunes et qui en réunira quelque seize mille fin mai 2023.

Insuffler une dynamique par une mise en réseau

Le collectif Jeunes Ugict CGT, relancé après le Congrès de Perpignan en 2018, lui, a pour fil conducteur de « *travailler sur les freins et leviers à la syndicalisation des jeunes ingénieurs, cadres et techniciens* », précise Agathe Leberdier en dévoilant sa stratégie : « *On s'organise surtout le soir, avec l'objectif d'échanger des conseils et d'orienter des camarades dans leurs organisations de la CGT, pour trouver les bons contacts. On a aussi l'objectif de produire des outils destinés à convaincre les jeunes d'adhérer à la CGT.* » Inspirée des rencontres organisées par le journal *Options* en mai 2022, le collectif Jeunes et diplômés de l'Ugict met un focus sur « *la question des alternatives de financement des retraites* » pour répondre au questionnement des jeunes salariés et combattre un certain défaitisme. Parmi les exemples, Agathe souligne qu'« *on a produit des outils de décryptage pour rappeler que, pour un cadre qui touchait sa pension à la fin des années 1980, la pension représentait 70% de son salaire, contre 50% pour un cadre né en 1996. Ce qui laisse une porte ouverte à la retraite par capitalisation.* » Et d'inviter à valoriser les petites victoires en relatant, parallèlement, des récits structurants de la CGT : « *On a produit un tract Ugict appelant les jeunes à se mobiliser et en ajoutant les adresses collectées. Depuis le 19 janvier, on a reçu plus de cent demandes d'adhésion à la CGT d'ingénieurs, cadres et techniciens de moins de 35 ans.* »

Créer des espaces culturels rassembleurs

Pour conclure, Andrew Renault, du collectif Jeunes des services publics, annonce la septième édition du festival Festired destiné à « *discuter et rassembler sur des sujets d'actualité en mobilisant la jeunesse, notamment les territoriaux.* » Le mot « *red* », rouge, ayant été choisi pour rassemblement, égalité et diversité. L'événement, qui a connu des débuts difficiles avant la notoriété actuelle, se déroule au Cap d'Agde (Hérault) durant trois jours. Il a une capacité d'accueil élargie aujourd'hui à une centaine de jeunes. Trois sujets sont au programme de l'édition 2023 : « *La réforme des retraites, les discriminations LGBT en partenariat avec l'association Le Refuge, et la lutte contre la montée du fascisme et de l'extrême droite.* » Pour Nicolas : « *La CGT de demain, c'est la jeunesse d'aujourd'hui.* » ♦ **Houda Benallal**

VO IMPÔTS 2023

LE GUIDE DE LA DÉCLARATION DES REVENUS

Ne payez pas 1€ de trop

REVALORISATION DU BARÈME DE L'IMPÔT
Ce que ça change pour votre pouvoir d'achat

GARDE D'ENFANTS, HEURES SUP
Les plafonds augmentent

PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE
Baisser votre taux devient plus facile

CE QUE VOUS DEVEZ PAYER EN UN COUP D'ŒIL AVEC NOS BARÈMES EXCLUSIFS

LA VIE OUVRIÈRE HORS-SÉRIE VO IMPÔTS JANVIER 2023 - PRIX: 7,20 €

M 02301 - 624 - F 7,20 € - 60

6,50€
au lieu de ~~7,20€~~

nvoboutique.fr

BON DE COMMANDE VO IMPÔTS 2023

Code article 03230126 / Prix unitaire : 6,50 €
NB. EX. [] x 6,50 € = [] €

Ci-joint :
CHÈQUE N° []
BANQUE []

À l'ordre de *La Vie Ouvrière*
Les invendus ne sont pas repris

Ce hors-série n'est pas inclus dans l'abonnement de la Vie Ouvrière.

(Écrire en lettres capitales, merci)

VOTRE FÉDÉRATION OU BRANCHE _____

SYNDICAT/SOCIÉTÉ []
À préciser si nécessaire à l'expédition

Mme M. VOTRE UD []

NOM* []

PRÉNOM* []

N°* [] RUE* []

CODE POSTAL* [] VILLE* []

TÉL. FIXE* []

TÉL. PORTABLE* []

COURRIEL* []

FACTURE OUI NON

* Champs obligatoires

code origine : MAG



ADRESSEZ VOTRE COMMANDE À : La Vie Ouvrière - Case 600
Service diffusion - 263, rue de Paris - 93 516 Montreuil Cedex. Tél. : 01 49 88 68 50 / commercial@nvo.fr



PAROLES DE...

Annie Nomballir

69 ans, syndiquée à la section syndicale des retraités CGT de la ville de Niort



Je participe à mon premier congrès confédéral dans la délégation de la Fédération des services publics. Avec les 51 adhérents de sa section syndicale des retraités de la ville de Niort, je suis très impliquée dans le mouvement social actuel : tôt le matin, parfois dès 5 heures, nous participons aux actions avec la CGT en assurant l'intendance sur les blocages filtrants ou auprès des éboueurs en grève. On leur confectionne les casse-croûte, on grille les merguez. Je me bats pour mes enfants et mes petits-enfants et contre les injustices. Pour mon premier congrès, je suis surprise par la vigueur des débats. Mais je reste confiante dans la capacité de mon syndicat à surmonter les difficultés. Le monde du travail a besoin de la CGT. ♦ M.S.

Wiam Bama

26 ans, secrétaire de la CGT Salariés-étudiants du Doubs, Fédération des services publics



Je suis étudiante salariée. J'ai pris ma carte à la CGT à 21 ans quand j'ai commencé à travailler pour financer mes études ; j'ai été propulsée dans le monde du travail, sans connaissance de mes droits. En tant qu'élue étudiante CGT à l'université, j'ai pu porter la question du salariat étudiant dans les conseils centraux de l'université. Cette année, j'ai gagné les distributeurs de protections périodiques gratuites désormais présents sur les trente et un sites de l'université de Franche-Comté. Nous sommes aussi battus pour trouver des masters aux étudiants extracommunautaires. La CGT a été pour moi une évidence, car elle a toujours été à la pointe des combats et j'étais dans un département où l'UD était présente dans les manifestations et les luttes. J'attends que l'on sorte unis de ce congrès et que les questions écologiques soient prises en compte, car seul un syndicat de travailleurs et anticapitaliste pourra apporter des réponses, et nous donner les moyens de militer sur le terrain. Nous avons besoin de moyens et de revendications claires sur les questions d'écologie, le féminisme, la tolérance zéro pour le harcèlement sexuel, etc. Il faut montrer à la jeunesse que le syndicalisme est nécessaire et qu'en tant que travailleurs nous avons notre place. ♦ E.H.

Isabelle Lepla

47 ans, Ugict et fédération équipement environnement



Je suis ingénieure au ministère de l'Écologie et syndiquée depuis 2010. C'est mon premier congrès. Il y a eu beaucoup d'interventions, mais je retiens surtout deux mots : « démocratie » et « rassemblement ». Et cela me rassure, car c'est ce que j'en attends également. Nous subissons une très grosse transformation de notre salariat. Nous avons de plus en plus d'ingénieurs, de cadres et de techniciens dans notre salariat, donc notre combat est aussi de syndiquer ces agents dans nos services et de les amener à voter aux élections professionnelles. Nous progressons dans ces catégories-là, autant en syndicalisation qu'en investissement militant ; de plus en plus d'ingénieurs et de techniciens s'investissent dans le syndicat. J'ai choisi la CGT car les militants locaux défendaient ce que j'avais envie qu'ils défendent puis, très vite on m'a intégrée dans les prises de décisions. Rapidement, j'ai pu m'exprimer dans les commissions exécutives et porter la voix de mes camarades. La CGT est féministe, anticapitaliste et soucieuse de plus en plus de la crise environnementale, même si l'urgence de la situation n'a pas été un message porté fortement durant le congrès. ♦ E.H.



LE PEUPLE : UNE DREAM TEAM AU QUOTIDIEN !



DE GAUCHE À DROITE

Jean-Nicholas Guillo Photographe - Yvon Huet Rédacteur - Michel Scheidt Rédacteur - Francis Ambrois Secrétaire de rédaction - Lennie Nicollet Rédacteur - Sylvie Lebrun Rédactrice en chef technique - Isabelle Puzelat Secrétaire de rédaction - Ludovic Finez Rédacteur - Séverine Calippe Maquettiste - Christophe Lenté (au fond) Graphiste - Arthur Brondy (casquette CGT) Rédacteur - Clément Pouré Rédacteur - Nathalie Verdeil Directrice de publication - Eva Emeyriat Rédactrice en chef - Sonia Reyne Rédactrice - Erwan Serveau Secrétaire de rédaction - Houda Benallal Rédactrice - Philippe Zirn Correcteur - Denis Meyer Photographe - Élodie Hertu Rédactrice - Fabien Coatrieux E-pub

Un grand merci à toute l'équipe de *La Montagne* pour leur patience et leur gentillesse, y compris passé minuit !!
Une ola pour l'équipe vidéo de la communication confédérale : Élixa, Joséphine et Cédric !